

Mitacs

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Recommandations de Mitacs : • Mise en œuvre continue des recommandations énoncées dans le rapport Jenkins; • Concentration du soutien à l'innovation régie par la demande; • Cours de perfectionnement des compétences pour les étudiants hautement scolarisés; • Évaluation fiable et transparente des programmes afin d'orienter les investissements et les réinvestissements. Le plan visant à préserver et à accroître la force économique du Canada par l'innovation industrielle et la productivité est tiré des recommandations du rapport Jenkins. Le budget 2012 a fourni une excellente occasion de donner suite à ces recommandations, et nous encourageons fortement la mise en œuvre des autres recommandations. Le groupe d'experts qui a produit le rapport Jenkins a fait ressortir les atouts considérables du Canada en matière de recherche universitaire, lesquels devraient servir à soutenir l'innovation dans le secteur privé et, en particulier, l'innovation régie par la demande. Le gouvernement a appuyé la recherche fondamentale dans les universités et la recherche interne dans les entreprises en offrant un soutien continu par l'entremise des trois conseils et du programme de la RS & DE respectivement. Les programmes d'innovation régie par la demande soutiennent la recherche qui fait appel à l'infrastructure intellectuelle des établissements postsecondaires du Canada pour répondre aux besoins du secteur privé. Cette stratégie, qui permet de tirer parti des recherches déjà menées en milieu universitaire, accroît les possibilités d'utilisation et de commercialisation d'une innovation. Elle permet également d'accroître les possibilités de formation, en particulier pour les étudiants traditionnellement exclus de l'industrie, comme les étudiants des cycles supérieurs et les boursiers postdoctoraux. Enfin, les exigences relatives aux fonds de contrepartie dans l'industrie permettent d'optimiser les investissements du gouvernement dans les programmes de recherche et d'en assurer la qualité et la valeur. Le capital humain est le moteur de l'innovation. Il est donc essentiel d'offrir une formation professionnelle efficace. Les étudiants devraient notamment avoir accès à une formation et à une éducation de calibre mondial dans les universités et les collèges canadiens, complétées par des programmes d'acquisition de compétences commerciales, professionnelles et entrepreneuriales. De fait, la formation et la recherche devraient être assorties de programmes de stage et d'alternance travail-études à tous les niveaux d'enseignement, qu'il s'agisse des étudiants de premier cycle et des programmes polytechniques, des étudiants des cycles supérieurs et des boursiers postdoctoraux. Le rapport de l'OCDE publié récemment souligne la nécessité d'intégrer la formation professionnelle aux études supérieures. Nous abondons dans le même sens. Pour les jeunes gens hautement qualifiés, cette formation complémentaire facilite le passage des études au marché du travail et augmente les chances que ceux-ci demeurent au Canada. Enfin, la responsabilité financière exige une responsabilisation accrue. Le gouvernement fédéral devrait établir un cadre d'évaluation des programmes axés sur les résultats qui soit transparent et qui permettrait d'aider à consolider les programmes, à cerner leurs lacunes et à déterminer le financement futur de ceux-ci.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Recommandations de Mitacs : • Soutien accru aux programmes d'innovation régie par la demande;

- Augmentation du nombre de formations offertes en gestion de la recherche-développement (R-D);
- Soutien à la formation entrepreneuriale et au recrutement international. Afin de répondre adéquatement aux besoins futurs en matière de formation et de main-d'œuvre, le Canada devra : appuyer les entreprises innovantes et concurrentielles à l'échelle mondiale, produire des diplômés hautement qualifiés et possédant les compétences requises en gestion et attirer et retenir au Canada les meilleurs et les plus brillants cerveaux du monde. Les programmes d'innovation régie par la demande soutiennent la création et la croissance d'entreprises innovantes et concurrentielles en leur donnant accès à la R-D à la fine pointe menée dans les universités et les collèges canadiens et en leur permettant de recruter les diplômés les plus brillants et les plus qualifiés. En outre, l'incorporation de l'apprentissage par l'expérience et des compétences en affaires dans le modèle de la formation permet aux diplômés de répondre aux exigences du marché et de contribuer à l'économie canadienne dès la fin de leurs études. Les programmes d'innovation régie par la demande permettent d'établir de solides passerelles entre nos établissements postsecondaires et l'industrie et d'assurer un échange harmonieux des connaissances et des talents entre ces deux secteurs. Il serait par ailleurs important, comme l'indique l'OCDE dans son rapport, que la nécessité d'accroître les compétences en gestion de la R-D concorde avec l'augmentation des compétences acquises dans le cadre des études supérieures. Malheureusement, les grandes firmes de recherche dans lesquelles les futurs experts en R-D pourraient acquérir de l'expérience et des compétences en gestion sont absentes de l'économie canadienne. Nous avons donc besoin de programmes de formation qui permettront aux chercheurs hautement spécialisés d'acquérir les compétences nécessaires en gestion. Le programme Mitacs Élévation, par exemple, offre une formation personnalisée et une expérience en gestion de la recherche aux boursiers postdoctoraux. Ceux-ci acquièrent l'expérience et les compétences nécessaires afin de diriger des groupes de recherche dans les entreprises et constituent pour le Canada une réserve de main-d'œuvre talentueuse et spécialisée en gestion de la recherche. Pour les chercheurs spécialisés, ce programme est une occasion de regarder au-delà des perspectives professionnelles en baisse dans le milieu universitaire et d'envisager les débouchés industriels. Pour ce qui est de la création d'emplois, le coup d'envoi a été donné par des entrepreneurs qui ont fondé des entreprises innovantes à forte croissance. L'entrepreneuriat est en train de devenir un marché mondial, et le Canada devrait poursuivre sa stratégie visant à recruter des entrepreneurs de classe mondiale. Dans le cadre du programme Globalink, Mitacs recrute chaque année environ 300 étudiants faisant partie de l'élite qui viennent de l'Inde, de la Chine, du Brésil et du Mexique et qui passent leur été dans des universités canadiennes. Ces étudiants viennent d'universités dans lesquelles 10 % des diplômés deviennent des entrepreneurs, comme l'Institut indien de technologie (India Institutes of Technology). En faisant venir ces étudiants au Canada, nous encourageons de jeunes entrepreneurs à mettre sur pied leur entreprise au Canada.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'oeuvre?

Recommandations de Mitacs : • Accroître le nombre de titulaires de doctorat et resserrer les liens entre le milieu de l'enseignement et les débouchés industriels; • Favoriser des politiques d'immigration ciblée afin d'attirer les étudiants étrangers les plus performants. Le Canada connaît une pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans les métiers spécialisés en raison des changements démographiques. Il existe toutefois une autre pénurie de main-d'œuvre, qui est méconnue et qui menace à plus long terme la vitalité économique du Canada. Il s'agit de la pénurie de main-d'œuvre hautement éduquée et bien formée dans l'industrie canadienne. Cette pénurie demeure mal connue parce que les problèmes qu'elle engendre n'ont pas d'effet immédiat ou direct. Cependant, le manque de dirigeants d'entreprises ayant fait des études supérieures, que ce soit des études en administration et en économie, en sciences, en ingénierie ou en sciences sociales, fait en sorte que les entreprises canadiennes sont moins innovantes, moins productives et moins susceptibles de faire concurrence à d'autres entreprises sur le marché mondial. Le Canada compte moins de titulaires de doctorats que ses pairs à l'OCDE; depuis 2008, il est en effet passé du 20^e au 23^e rang des pays membres de l'organisation sous cet angle. Les titulaires de doctorats que nous avons sont surreprésentés dans le milieu de l'éducation et dans le secteur public. Le gouvernement devrait soutenir les programmes et les initiatives qui visent à augmenter le nombre de titulaires de doctorat canadiens et soutenir les programmes de formation leur permettant d'acquérir des compétences en affaires afin qu'ils soient mieux préparés à utiliser leurs compétences et leurs connaissances au service des entreprises. Mitacs-Accélération, le programme de stage de R-D par excellence du gouvernement dans le secteur industriel, est une belle illustration de l'intégration réussie d'une formation professionnelle et d'une expérience en situation réelle à des études universitaires. Nous devrions encourager une plus grande collaboration entre le milieu de l'éducation et l'industrie par la mise en place de programmes de formation et de stages destinés aux titulaires de doctorat ainsi que d'autres démarches participatives. Le Canada doit aussi compter sur l'immigration pour assurer la croissance continue et le maintien de la prospérité. Sur le plan de la rentabilité économique, les jeunes immigrants surpassent les immigrants plus âgés, d'abord parce qu'ils ont des compétences linguistiques accrues, une plus grande capacité d'adaptation culturelle et qu'ils ont acquis leurs titres de compétence au Canada. Le gouvernement canadien devrait s'efforcer d'attirer les étudiants étrangers au Canada, où ils peuvent recevoir une formation, se constituer des réseaux et s'enraciner. Bien que les avantages économiques à court terme soient considérables pour ce qui est de l'accueil d'étudiants étrangers (environ 8 milliards de dollars par année), les avantages à long terme pour la société canadienne sont potentiellement beaucoup plus élevés. Il importe que les politiques du gouvernement favorisent surtout la venue d'étudiants de grande qualité au lieu de miser uniquement sur le nombre d'immigrants reçus.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Recommandations de Mitacs : • Mise en œuvre continue des recommandations du rapport Jenkins; • Soutien accru aux programmes d'innovation régie par la demande; • Soutien accru aux programmes de stage et autres programmes visant l'augmentation de la capacité de réception des diplômés les mieux formés. Selon un récent rapport de l'OCDE par pays, la faible productivité du Canada représente à long terme une menace pour son économie. Le Canada se situe au 20^e rang des pays membres de l'OCDE en ce qui concerne les dépenses intramuros en R-D des entreprises (DIRDE), qui représentent

1 % du PIB, alors que la moyenne de l'OCDE s'établit à 1,6 %. Plus inquiétant encore, ce chiffre ne cesse de diminuer depuis au moins cinq ans. L'augmentation des DIRDE devrait être la priorité absolue du gouvernement fédéral. Nous encourageons donc la mise en œuvre continue des recommandations du rapport Jenkins, qui visent précisément à relever ce défi. Le Canada s'enorgueillit d'avoir l'un des systèmes de recherche universitaire les plus productifs au monde. L'industrie canadienne devrait tirer parti de cette productivité par des programmes d'innovation régée par la demande qui font le lien entre les défis des entreprises et les connaissances et les compétences des milieux de l'éducation. Des liens plus solides entre ces secteurs permettraient aux entreprises d'acquérir les outils nécessaires afin d'être concurrentielles sur le marché mondial, d'appuyer la recherche appliquée dans les universités et de générer d'importantes retombées économiques et sociales. L'innovation régée par la demande exige un soutien du gouvernement en raison de ces retombées et du fait qu'une période de temps prolongée peut être nécessaire à l'entreprise avant d'obtenir un rendement satisfaisant de ses investissements. Le gouvernement doit s'assurer de la pertinence et de la rentabilité de ses programmes en exigeant de l'industrie qu'elle investisse des montants importants comme condition de participation. De plus, une évaluation fiable et transparente des programmes doit permettre au gouvernement de veiller à ce que le soutien octroyé produise les résultats escomptés. Nous voulons également souligner la nécessité d'accroître le transfert de connaissances et de technologies entre les universités et l'industrie en proposant un plus grand nombre de stages et de programmes visant l'acquisition des compétences professionnelles aux étudiants canadiens des cycles supérieurs. Contrairement à la majorité des pays membres de l'OCDE, le Canada ne possède pas une longue tradition pour ce qui est du nombre de dirigeants d'entreprises ayant obtenu un diplôme de maîtrise ou de doctorat. Si on les compare aux diplômés des États-Unis, les diplômés canadiens de ces programmes gagnent beaucoup moins et sont plus touchés par le chômage, ce qui reflète la demande moins grande pour ces diplômés dans les entreprises canadiennes. Il faut poursuivre les programmes et les initiatives qui visent à mettre davantage à contribution les individus les plus compétents et les mieux formés. Ils assurent le transfert des connaissances et des technologies d'avant-garde du laboratoire à l'industrie et permettent aux entreprises canadiennes de se hisser au rang de chef de file mondial.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

L'industrie canadienne doit relever d'énormes défis. Les avantages liés à l'abondance des ressources naturelles, à la faiblesse du dollar et aux efforts concentrés sur les échanges commerciaux nationaux diminuent rapidement dans une économie mondiale de plus en plus ouverte et concurrentielle. Les secteurs traditionnels se transforment avec l'arrivée des outils et des techniques issus de l'économie du savoir, et les marchés internationaux s'ouvrent comme jamais auparavant. L'innovation, la productivité et la compétitivité internationale caractérisent la nouvelle économie. Afin de conserver la vitalité économique du Canada et son niveau de vie enviable, les entreprises canadiennes doivent s'adapter à cette nouvelle réalité et faire concurrence aux chefs de file mondiaux. Malheureusement, l'industrie canadienne n'a pas une longue tradition en matière de productivité et d'innovation. Les entreprises canadiennes investissent beaucoup moins dans la R-D que la presque totalité des entreprises des pays membres de l'OCDE; leurs dépenses en R-D représentent moins de la moitié de celles des chefs de file mondiaux (en pourcentage du PIB). Cela se traduit par un nombre moins élevé de propriétés intellectuelles (comme le révèle le nombre de demandes de brevet), une adoption tardive de l'innovation et une diminution de la productivité, qui est pourtant très faible par rapport à celle de l'industrie américaine. Le gouvernement fédéral devrait favoriser les politiques et les programmes qui

visent à encourager l'augmentation des investissements industriels en R-D. Nous soulignons en particulier les possibilités de tirer parti des atouts inestimables des universités de recherche du Canada. Un récent rapport de l'OCDE par pays a fait ressortir cette force du milieu universitaire comme un outil précieux pour accroître la productivité économique et la compétitivité. Nos universités disposent d'une infrastructure capable d'accueillir des travaux de recherche, un potentiel humain inexploité et des idées novatrices qui peuvent trouver une application dans l'industrie canadienne par des programmes d'innovation régie par la demande, permettant ainsi aux entreprises canadiennes d'être concurrentielles et de se hisser au rang des pays d'avant-garde sur le marché mondial. Bien que les possibilités de collaboration soient énormes entre les entreprises et les universités, il existe également des défis importants. Nous devons notamment étudier les possibilités en R-D et savoir les exploiter, assortir les besoins de l'industrie à l'expertise universitaire appropriée et faire connaître les besoins de chaque secteur. Les politiques et les programmes qui demeurent passifs n'ont jamais réussi à accroître la collaboration intersectorielle. Pour atteindre une collaboration fructueuse, il faut que les programmes permettent de cerner les problèmes de façon active, de recruter des spécialistes universitaires, d'établir des liens avec des partenaires et de favoriser la collaboration entre l'industrie et les universités par l'innovation régie par la demande. Ce rôle de rassembleur est essentiel pour cerner, établir et maintenir des liens de collaboration qui permettront aux entreprises canadiennes d'être innovantes, productives et concurrentielles sur un marché économique de plus en plus mondialisé.